

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

MARCHE N° 2025960SERV004

**PRESTATIONS DE RESTAURATION COLLECTIVE ET DE
CAFETERIA POUR LES SITES DE PARIS ET MEUDON DE
L'OBSERVATOIRE DE PARIS**

**Observatoire de Paris
61 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,
BP 12
75014 PARIS**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations de restauration collective et de cafétéria pour les sites de Paris et Meudon de l'Observatoire de Paris
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande
	Tranches optionnelles	Sans
	Nombre de lots	0
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	2 ans
	Reconduction	1 x 2 ans
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1	- Dispositions générales du contrat	4
	1.1 - Objet du contrat	4
	1.2 - Décomposition du contrat.....	4
	1.3 - Réalisation de prestations similaires	4
	1.4 - Clause de réexamen	4
2	- Pièces contractuelles	5
3	- Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4	- Protection des données à caractère personnel.....	6
5	- Durée du marché	6
6	- Prix	7
	6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
	6.2 - Modalités de variation des prix.....	7
	6.3 - Clause de sauvegarde	8
7	- Retenue de garantie	8
8	- Avance	8
	8.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
	8.2 - Garanties financières de l'avance	9
9	- Modalités de règlement des comptes.....	9
	9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
	9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
	9.3 - Délai global de paiement.....	12
10	- Conditions d'exécution des prestations.....	13
11	- Sous-traitance.....	15
12	- Démarches sociale et environnementale	16
13	- Constatation de l'exécution des prestations	16
14	- Pénalités.....	16
15	- Assurances	18
16	- Résiliation du contrat.....	19
	16.1 - Résiliation aux torts du titulaire.....	19
	16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
17	- Règlement des litiges et langues	20
18	- Dérogations.....	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la fabrication sur place et la distribution des repas servis au titre de la restauration collective dans les restaurants de Paris et de Meudon.

Il traite également des prestations servies dans les cafétérias ainsi que des prestations de type pause-café ou petit-déjeuner.

Le titulaire, qui déclare avoir une parfaite connaissance des locaux et des équipements mis à sa disposition, s'engage d'une manière générale à effectuer toutes les prestations nécessaires à la fourniture de repas de qualité, au bon fonctionnement des cuisines et des annexes, ainsi qu'au bon fonctionnement des restaurants et des cafétérias des sites objets du marché.

Le détail des prestations figure dans le cahier des clauses techniques particulières.

Lieu(x) d'exécution :

Observatoire de Paris :

- Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS
Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS
- Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 - Clause de réexamen

La gestion prévisionnelle du parc d'équipements est assortie d'un inventaire mis à jour sur les deux sites.

Dans ce cadre, le titulaire devra pouvoir proposer à l'Observatoire l'achat, l'installation, les branchements, la formation, les maintenances préventives et curatives des nouveaux équipements.

Ces acquisitions prendront la forme de bons de commande au fur et à mesure du besoin constaté et programmé par l'Observatoire.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau des prix unitaires - détails quantitatifs estimatifs (BPU-DQE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le règlement de la consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (précisions techniques ; systèmes informatiques ; modernisation salles de restaurant ; état de reprise du personnel ; déclaration EGALIM) ;
- Le cadre de de présentation de l'offre ;

Le candidat devra remplir intégralement chaque rubrique du cadre de son offre en apportant une réponse rédigée et adaptée au présent marché, sans procéder systématiquement à un renvoi à un document annexe.

Tout renvoi doit apporter une plus-value et non renvoyer à des généralités. Les renvois doivent être précis (préciser les N° de pages et paragraphes par exemple). A défaut, l'offre sera rejetée pour irrégularité.

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services
- Attestation de visite obligatoire (remise lors de la visite)
- Les textes et documents en vigueur dans le domaine concerné

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de confidentialité et de sécurité conformément à l'article 5.1 et 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme de 24 mois, à compter du 20 décembre 2025 (date de début d'exécution). Il est reconductible tacitement une fois 24 mois, sans que sa durée totale n'excède 4 années.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations objet du marché sont réglées :

- Par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau de Prix Unitaires, appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance du matériel utilisé pour l'exécution des prestations, les consommables concernant le matériel et les véhicules, les frais de transport, de restauration, d'hébergement des personnels, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont réputés fermes et non révisables pour la première année du marché, allant du 20 décembre 2025 au 19 décembre 2026.

Les prix seront ensuite révisés annuellement sur demande expresse du titulaire, à la date d'anniversaire du début d'exécution du marché (date indiquée dans l'AE), par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left(a + b \times \frac{I_t}{I_0} \right)$$

Avec :

- **P** : Prix révisé applicable à la nouvelle période
- **P₀** : Prix initial ou dernier prix révisé
- **a = 0,20** : Part fixe (non révisable)
- **b = 0,80** : Part révisable (a + b = 1)
- **I₀** : Valeur de l'indice de référence au mois précédant la notification du marché (ou la dernière révision)
- **I_t** : Valeur de ce même indice au mois précédant la date de révision

Indice de référence :

◆ **Indice INSEE CPF 56.29Z - Restauration collective sous contrat**

(ou, à défaut, l'indice « Syntec » en cas d'indisponibilité ou de suppression de l'indice CPF 56.29Z)

La formule de révision est calculée avec quatre décimales et le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur à chaque étape.

Les arrondis seront faits de la manière suivante :

- Si le cinquième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, il sera arrondi au supérieur
- Si le cinquième chiffre après la virgule est inférieur à 5, il sera arrondi à l'inférieur

Le prix révisé s'applique à partir du premier jour du mois suivant la date anniversaire concernée.

Le titulaire devra faire parvenir à la Direction Immobilière et Logistique, suivant un préavis de 2 mois avant la date prévue de l'application des nouveaux prix, par courriel avec accusé de réception, les tarifs révisés du BPU avec le détail du calcul (en application des dispositions susvisées) ainsi que les indices utilisés et le pourcentage de révision aux adresses suivantes :

- 1- direction.dil@obsmpm.fr
- 2- gestion.dil@obsmpm.fr
- 3- service.achats@obsmpm.fr

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'Observatoire sur la proposition du Titulaire.

Passé le délai de préavis, aucune modification des tarifs ne sera recevable jusqu'à la date de reconduction suivante.

En cas de modification ou suppression de l'indice par l'INSEE, il conviendra de passer un avenant, dans les deux situations suivantes :

* Si l'INSEE propose plusieurs séries correspondantes : le choix de la série fera l'objet d'un avenant sauf si en raison de l'objet même du marché, l'index nouveau s'impose à l'évidence et dans la mesure où le libellé de l'index n'est pas substantiellement modifié. Dans ce dernier cas, un simple courrier suffira à avertir les parties du changement d'indice ;

* Si l'INSEE ne propose pas de nouvel indice : le choix d'un nouvel indice fera l'objet d'un avenant.

6.3 - Clause de sauvegarde

L'évolution des prix, à la baisse ou à la hausse, résultant de l'application de l'article 6.2 du présent cahier des charges ne devra pas dépasser 10% par an.

Dès lors que la révision du prix dépasse la clause de sauvegarde, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement d'index lorsque ce dépassement est constaté.

7 - Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19753496900013

- Numéro de bon de commande : 45000*****

Les factures afférentes au paiement seront établies en un exemplaire original et porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET du/ des fournisseur(s) ;

La domiciliation des paiements telle quelle figure sur l'acte d'engagement ;

Les références du présent marché (numéro-objet) ; 2025*****

La référence du bon de commande ; 45000*****

Le nom et l'adresse complète du service acheteur ;

La date de livraison ou date de réception du marché ;

La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

Le prix unitaire hors taxes (H.T.) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

Le montant total hors taxes (H.T.) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

Le taux de TVA en vigueur à la date de l'exécution des prestations ;

Le montant total TTC.

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande

Toute facture reçue ne répondant pas à ces exigences vous sera automatiquement renvoyée, ce qui engendrera un retard de paiement.

Au dépôt de la facture, le code service : FACTURES_PUBLIQUES, n'est obligatoire que pour les structures publiques. Si structure privée, ce champ vide est à laisser vide.

Sur les devis devront figurer, le numéro du marché (2025*****), le nombre de documents, le prix unitaire, et le prix total.

Pour les relances fournisseurs, changement d'adresse, RIB ou toutes autres modifications, merci d'utiliser l'adresse mail générique du service facturier: gestion.sf@obspm.fr

Modalités de facturation :

Les états mensuels doivent être envoyés systématiquement aux adresses suivantes :

1/ budget.contrats@obspm.fr

2/ gestion.dil@obspm.fr

Spécifiquement pour les prestations du self, le titulaire fait parvenir mensuellement une facture récapitulative, accompagnée de l'intégralité des différents états justificatifs précisés ci-dessous, pour le mois précédent. Chaque site (Paris et Meudon) donnera lieu à une facturation distincte.

Chaque facture fera apparaître le montant à régler au titulaire qui sera exprimé par la différence entre le coût des prestations et le montant encaissé par le titulaire directement auprès des usagers.

Le détail des éléments suivants devra apparaître :

-Le coût des prestations pour la période de facturation donnée est égal à la formule suivante:

(A + B) - C

A = Le montant des frais fixes par repas X nombre de repas servis, détaillé pour chaque catégorie

B = Le montant des forfaits X nombre de prises des forfaits (à préciser pour chacun des 3 forfaits)

C = Le montant encaissé directement par le titulaire auprès des usagers

Le titulaire devra à titre de justificatif fournir à l'établissement les états provenant du système de gestion. Il produira à l'appui de la facture :

- un état mensuel des repas consommés détaillé par administration d'appartenance, catégorie de tarification.
- un état mensuel des paiements des usagers, détaillé par administration d'appartenance, catégorie de tarification.
- un relevé des versements effectués aux caisses, en espèces, par chèque ou carte bancaire.

Par ailleurs, l'établissement pourra se faire communiquer l'état des soldes figurant au compte de chaque usager titulaire d'un badge. En cas de fermeture du compte, l'utilisateur titulaire du badge pourra se faire rembourser le solde positif par le titulaire, sur simple demande.

9.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Il est précisé que seul le sous-traitant de 1er rang peut bénéficier du paiement direct.

Les conditions de paiement direct du sous-traitant sont déterminées à l'article R.2191-6 du code de la commande publique.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire à la facture, une attestation indiquant la somme à régler par l'OBSPM à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la facture, signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance en indiquant la somme à régler par l'OBSPM au sous-traitant concerné.

Cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution des prestations :

- Site de Paris : 61 avenue de l'Observatoire 75014 PARIS
Accès véhicules et piétons : 77, avenue Denfert Rochereau 75014 PARIS
- Site de Meudon : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès piétons : 5 place Jules Janssen 92195 Meudon Cedex
Accès véhicules : 11, avenue Marcellin Berthelot 92195 Meudon Cedex

Conditions particulières d'exécution :

Les conditions particulières d'exécution relatives aux exigences hygiène, santé, sécurité et environnement sont décrites dans les cahiers des clauses techniques particulières.

Obligation de moyen et de résultat :

Le titulaire devra mettre tout en œuvre pour répondre aux besoins spécifiés dans le CCTP et parvenir au respect des stipulations du CCTP.

Obligation de conseil et d'information :

Il est demandé au titulaire, qui a une obligation de moyens et de résultats, de fournir les compétences nécessaires à l'accomplissement des missions définies dans le présent marché.

Responsabilités :

Le titulaire met à la disposition de l'Observatoire, des personnels, des compétences et des matériels pour le bon accomplissement des missions du présent marché.

Le titulaire doit veiller à ce que ses agents intervenant sur le site, soient toujours les mêmes, recherchant ainsi une stabilité dans les équipes. Toutefois, le titulaire reste responsable du recrutement qu'il effectue pour les sites de l'Observatoire. Il est aussi entièrement responsable de la valeur professionnelle de ses agents, et donc de leur formation et de leur maintien à niveau.

La discipline est assurée par le titulaire sur les sites, il est apte à traiter les problèmes disciplinaires (vols, dégradations, refus d'ordre...).

Le titulaire est aussi responsable de l'hygiène et de la sécurité de son personnel.

Obligation de confidentialité :

Compte tenu de la nature et le lieu de la prestation (ZRR), le titulaire s'engage par écrit à une stricte confidentialité sur les missions, faits et informations obtenus, pendant et après l'exécution du marché.

Sa responsabilité pourra être engagée en cas de manquement de son personnel à la protection des informations, y compris en cas de dissimulation ou détournement. Il fera signer à son personnel un engagement formel et avertira immédiatement l'Observatoire en cas de violation.

Tout non-respect pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans indemnisation, ainsi qu'une possible saisine des autorités compétentes.

Accès aux locaux et équipements :

Des locaux seront mis gratuitement à la disposition du personnel du Titulaire. Lors de la prise de marché, un état des lieux sera réalisé en présence du titulaire.

En cas de dégradation dont les agents du titulaire seraient à l'origine, les éventuels travaux ou achats nécessaires à la réparation des dégradations seront facturés au prestataire.

L'Observatoire de Paris laisse aux personnels habilités, chargés d'exécuter des prestations, libre accès aux seuls locaux et aux seuls horaires dans lesquels leur présence est autorisée et nécessaire pour l'exécution du contrat.

Toute modification des installations entraînant un changement dans l'exécution de la prestation sera immédiatement notifiée par écrit au titulaire du contrat.

L'Observatoire met à disposition du Titulaire des clés et/ou des badges d'accès en quantité suffisante lui permettant d'assurer la prestation dans les meilleures conditions.

En cas de détérioration, de casse, de perte ou de vol, le Titulaire en avisera aussitôt l'Observatoire (Chef du service de sécurité, ou le responsable du site). Il se verra alors facturer, au tarif en vigueur, le remplacement intégral du moyen de fermeture, le nombre de clés nécessaire et/ou le remplacement des badges d'accès.

En fin de marché, le Titulaire sera tenu de remettre à l'Observatoire les clés et/ou les badges d'accès confiés initialement ou en cours d'exécution du marché.

Travaux dans les locaux et installation de service :

Les dispositions du Code du Travail sont applicables.

En conséquence, le Titulaire et l'Observatoire procéderont avant le commencement des prestations à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette information fera l'objet d'un procès-verbal signé par les deux parties.

Grève et défaillance du titulaire :

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues (nombre de personnel affecté par poste à pourvoir, capacité de réaction lors de la non présentation d'une relève, etc...). Il est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement les prestations.

La grève des personnels du Titulaire et/ou de ses sous-traitants ne revêt pas de caractère de force majeure.

En cas d'arrêt de travail pour le fait de grève des salariés du titulaire, ce dernier sera tenu d'assurer la continuité du service dont les modalités seront précisées par l'Observatoire.

Avant sa mise en place, l'organisation destinée à pallier la grève devra être obligatoirement soumise à l'agrément de l'Observatoire.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter les prestations, l'Observatoire y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire. Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Observatoire par tous moyens de droit. Leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles du titulaire restant dues.

En cas d'arrêt de travail de son personnel et/ou du personnel de ses sous-traitants, le Titulaire sera tenu d'assurer la continuité de l'exécution des prestations.

11 - Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter, sous sa responsabilité, une partie des prestations objet du présent contrat.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt ou en cours d'exécution du marché.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire devra produire pour agrément expresse et écrit de l'Observatoire de Paris :

- Une déclaration spéciale contenant les renseignements suivants ;
- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées au Code de la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du travail du Code du travail ;
- Une note de présentation du sous-traitant avec tous les justificatifs permettant d'attester de la capacité de celui-ci pour les services considérés.

La sous-traitance totale est interdite.

Le prestataire devra s'assurer de la bonne solvabilité de l'entreprise sous-traitante ainsi que de la qualification des intervenants circulants sur les sites de l'observatoire. Les intervenants seront soumis aux mêmes règles telles que définies dans les CCTP.

Le Titulaire tiendra à jour la liste de ses sous-traitants.

En toutes hypothèses, il demeure toutefois responsable des prestations confiées à tous les sous-traitants, sans que l'Observatoire de Paris ne puisse être inquiété ou recherché à ce sujet.
Le Titulaire restera l'unique interlocuteur de l'Observatoire de Paris.

12 - Démarches sociale et environnementale

Le présent marché comporte des clauses sociale et environnementale détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières. Toute offre non conforme, sera déclarée irrégulière.

13- Constatation de l'exécution des prestations

L'Observatoire de Paris procède aux opérations de vérifications conformément à l'article 2.6 du CCTP.

14 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Dans les cas prévus ci-après, faute par le titulaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent marché, des pénalités peuvent lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers. Les pénalités sont prononcées au profit de l'établissement.

En cas de défaillance dans l'exploitation du service, sauf cas de force majeure, de destruction totale des ouvrages ou de retard imputable à l'établissement, des pénalités sont appliquées au titulaire dans les conditions suivantes.

Le titulaire a une obligation de résultat. Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit selon les modalités décrites au présent marché. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. Il ne saurait considérer, également, que le paiement desdites pénalités empêche l'établissement d'engager toutes procédures utiles pour obtenir une indemnisation au préjudice qu'il aura subi du fait ayant justifié l'application du présent article.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'établissement de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

La pénalité est applicable directement ou après mise en demeure restée sans effet sous délai de cinq jours calendaires. Lorsque l'application d'une pénalité est conditionnée à mise en demeure préalable, il l'est indiqué sur le tableau ci-dessous. Sauf indication contraire dans le tableau ci-dessous, la mise en demeure est restée sans effet lorsque, dans un délai de cinq jours ouvrés, le titulaire n'a pas pourvu à la demande.

Désignation de la pénalité	Montant
Qualité et étendue des prestations de restauration	
Non transmission des projets de menus par le Titulaire pour validation préalable par l'établissement	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect des menus validés par l'établissement sans accord préalable et écrit de ce dernier	100 € par infraction constatée
Re-service de prestations présentées les jours précédents (en J+2) (sous quelque forme que ce soit et même retravaillés dans les conditions d'hygiène réglementaires) (J+1 autorisé)	500 € par infraction constatée
Non-respect du choix offert par type de prestations	250 € par infraction constatée (par exemple : 1 choix de hors d'œuvre manquant)
Non-respect du choix offert pendant la durée du service (cf. engagements de permanence du choix sur la durée du service)	250 € par infraction constatée (par exemple : 1 choix de hors d'œuvre manquant)
Non-respect du programme d'animations/repas à thèmes	250 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect des spécifications qualitatives des denrées (répartition par gamme, produits présentant des marqueurs durables : bio, label, ...)	500 € par infraction constatée
Non-respect de l'interdiction de présence d'OGM	250 € par infraction constatée

Désignation de la pénalité	Montant
Non-respect du taux d'alimentation durable intégré au marché	5000 € par infraction constatée (par point de dépassement par rapport au taux contractuel sur une période annuelle) - sur la base du tableau de bord mensuel d'activité
Non transmission des documents permettant de valider l'origine et la traçabilité des denrées	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect des DLC	50 € par infraction constatée (s'entend par produit présenté dont la DLC est dépassée)
Non-respect des spécifications quantitatives (+/- 5% par rapport au grammage contractuel à partir de 5 portions mises à la vente et non-conformes)	50% du coût de la prestation concernée facturée par le Titulaire (frais fixes + denrées) x nombre de portions concernées
Organisation des prestations	
Non-respect des horaires d'ouverture des espaces de restauration	250 € par infraction constatée
Fermeture des espaces de restauration sans demande préalable de l'établissement	1000 € par infraction constatée
Accès au restaurant par des clients extérieurs sans autorisation préalable de l'établissement	50 € par infraction constatée (par repas servi à des clients extérieurs)
Non-respect des engagements portant sur le système d'encaissement	500 € par jour après mise en demeure restée sans effet
Non-respect des modalités de création des comptes	100 € par jour après mise en demeure restée sans effet
Effectif du titulaire sur chacun des espaces de restauration inférieur à l'effectif fixé au marché (sauf autorisation préalable de l'établissement)	100 € par jour et par personne manquante
Absence du gérant ou de son adjoint désigné sur un site	200 € par jour d'absence
Non-respect des engagements portant sur la fourniture et le renouvellement des tenues de travail	100 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect du protocole de contrôles bactériologiques	100 € par infraction constatée après mise en demeure restée sans effet
Retard dans la transmission des résultats des contrôles bactériologiques	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Absence de plan de prévention des risques	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect de l'affichage des menus	100 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect de l'affichage des tarifs sur les espaces de restauration	15 € par infraction constatée (absence de tarif)
Non-respect de la grille tarifaire applicable sur les espaces de restauration	100 € par infraction constatée (tarif erroné)
Non-respect de l'affichage des spécifications qualitatives des prestations (produits présentant des signes de qualité : bio, label,.../ origine des viandes)	15 € par infraction constatée (absence d'affichage ou affichage erroné par produit concerné)
Non-respect de l'affichage des allergènes	100 € par infraction constatée
Non transmission des menus sous format numérique pour mise en ligne par l'établissement	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect de la continuité du service (sauf cas de force majeure) - interruption totale du service pour une journée - interruption totale du service au-delà d'une semaine	- 10% du CA de l'espace de restauration concerné de la semaine précédant la défaillance - résiliation du marché sans indemnité
Conditions d'exploitation et modalités techniques	
Non-respect des obligations de mise à jour et de transmission des états d'inventaire	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect des modalités de nettoyage et d'entretien des locaux et des équipements mis à disposition	100 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet

Désignation de la pénalité	Montant
Non-respect des règles d'hygiène imposées par la réglementation en, vigueur	100 € par infraction constatée
Non-transmission du plan de nettoyage des locaux	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Retard dans la transmission du contrat de maintenance des équipements	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non-respect du programme de maintenance des équipements	100 € par infraction constatée
Retard dans la transmission de la copie des rapports de maintenance préventive et corrective	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Renouvellement du matériel sans accord préalable de l'établissement	500 € par infraction constatée
Non-respect des modalités de renouvellement du petit matériel d'exploitation, de la platerie et vaisselle nécessaire à la bonne réalisation du service (fluide et sans rupture)	100 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Non- respect des engagements portant sur la gestion des déchets (tri, collecte et valorisation)	250 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Pilotage des prestations et reporting	
Absence de mise en œuvre d'enquête qualité (fréquence annuelle) sur les deux sites et couvrant l'ensemble des prestations de restauration	100 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Retard dans la transmission des résultats des enquêtes de satisfaction	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Retard dans la transmission du tableau de bord mensuel d'activité	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet
Absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion à laquelle il est convoqué (réunion de démarrage, réunion de suivi, commission restauration). Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.	250 € par absence et par réunion
Retard dans la transmission de tout document dont la communication est prévue au marché et non listé dans les pénalités supra	50 € par jour de retard après mise en demeure restée sans effet

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Résiliation aux torts du titulaire

Le contrat peut être résilié avant sa date d'échéance par l'Observatoire, aux torts du Titulaire et sans indemnité :

- En cas de recours du Titulaire à un ou plusieurs sous-traitants n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable de l'Observatoire,
- En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance du Titulaire,
- En cas de non-respect des dispositions prévues à l'article D8222-5 du Code du Travail,
- En cas de « faute grave » du Titulaire, telles qu'elles sont définies ci-après. Par « faute grave », on entend notamment :
 - Lorsque depuis le début de l'exercice en cours, le montant total des pénalités représente 20% du montant forfaitaire annuel des prestations assurées.
 - Inobservation des règles de sécurité,
 - Inobservation de l'obligation de confidentialité,
 - Lorsque le Titulaire commet une faute ayant entraîné un accident matériel ou corporel grave,
 - En cas de non-respect des obligations contractuelles, autre que celles définies ci-avant, et après une mise en demeure non suivie d'effet.

La résiliation d'un contrat intervient immédiatement et de plein droit, après envoi par l'Observatoire au Titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception, soit :

- À l'issue du préavis de 3 mois minimum précisé dans le courrier,
- Après une mise en demeure précisée dans le courrier et non suivie d'effet.

Dans tous les cas de résiliation du contrat aux torts et griefs du Titulaire, ce dernier n'aura droit à aucune indemnité à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, et sera redevable à l'égard de l'Observatoire de Paris d'un dédommagement égal à 1/12ème (un douzième) du forfait annuel hors taxes ; ce montant n'exclut pas le recours pour les pertes subies par L'Observatoire de Paris ainsi que tous les dommages et intérêts dus au titre du préjudice subi par ce dernier et venant en complément de ces sommes.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services